

**Union européenne - Prorogation des
sanctions liées aux actions menées
contre l'intégrité territoriale de
l'Ukraine - Communiqué de presse
du Conseil de l'Union européenne
(Bruxelles, 13 mars 2017)**

L'UE proroge jusqu'au 15 septembre 2017 les sanctions liées aux actions menées contre l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Le 13 mars 2017, le Conseil a prorogé pour une nouvelle période de six mois, soit jusqu'au 15 septembre 2017, les mesures restrictives liées aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine.

Ces mesures consistent en un gel des avoirs et une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE.

L'évaluation de la situation ne justifiait pas une modification du régime de sanctions. À l'issue d'un réexamen de la liste des personnes et entités soumises à ces mesures restrictives, le Conseil en a retiré le nom de deux personnes décédées; la liste s'applique désormais à 150 personnes et 37 entités. Les informations d'identification et les motifs d'inscription sur la liste concernant ces personnes et entités ont été actualisés en tant que de besoin.

Les actes juridiques correspondants peuvent être consultés dans le Journal officiel de l'UE du 14 mars 2016. Ils ont été adoptés par procédure écrite.

Ces mesures restrictives ont été instaurées en mars 2014 et prorogées pour la dernière fois en septembre 2016. L'UE a mis en place plusieurs mesures en réaction à la crise en Ukraine, notamment :

- des sanctions économiques visant des secteurs spécifiques de l'économie russe, actuellement en vigueur jusqu'au 31 juillet 2017;
- des mesures restrictives en réponse à l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol, limitées au territoire de la Crimée et de Sébastopol, qui sont actuellement en vigueur jusqu'au 23 juin 2017./.